

Communiqué de presse

Humanité & Inclusion (HI) appelle les États à adopter l'accord international contre les bombardements en zones peuplées

Montréal, le 24 octobre 2022 - Les États se réuniront, le 18 novembre prochain, à la Conférence de Dublin pour approuver l'accord international visant à renforcer la protection des civils contre les armes explosives en zones peuplées.



Le 22 mars, un missile s'est abattu dans un quartier résidentiel de Kiev, en Ukraine, blessant 23 personnes et tuant un enfant. / © V. de Viguerie, HI

Les conflits se déroulant de plus en plus en milieu urbain, 90 % des victimes de cette pratique sont des civils. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les civils représentaient 50 % des victimes de la guerre ; il y a un siècle, seulement 15 %. Cette escalade du nombre de victimes civiles est inacceptable. La Conférence de Dublin conclut un processus diplomatique de trois ans. Elle donne aux États une occasion unique d'enrayer cette tendance et de remédier aux dommages humanitaires causés par les bombardements et les pilonnages dans les villes.

« Des armes telles que des bombes de 500 kg, conçues pour être utilisées sur des champs de bataille ouverts et ayant un rayon d'impact de plusieurs centaines de mètres, sont larguées depuis des avions sur des villes. Ces armes sont sans pitié pour les civils. Étant les plus destructrices, elles devraient être interdites dans les villes et les villages. L'accord international contre les bombardements urbains est un pas important vers une meilleure protection des civils dans les zones de conflit armé. Mais notre combat est loin d'être terminé. Humanité & Inclusion continuera à dénoncer sans relâche les souffrances causées aux civils par les bombardements urbains, à traquer les responsables et à se battre pour une politique de zéro victime civile. » - Anne Héry, directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles à la Fédération Humanité & Inclusion.

Le 18 novembre, l'Irlande réunit les États à la Conférence de Dublin pour répondre aux souffrances causées aux civils par les bombardements urbains et améliorer leur protection dans les conflits armés. L'accord qui sera adopté sera **le premier accord international sur l'utilisation des armes explosives en zones peuplées**. Les États ont la possibilité de reléguer les bombardements urbains aux oubliettes de l'histoire. **25 États ont déjà envoyé leur confirmation officielle de l'approbation de la déclaration politique.**

De nombreux États sont attendus à la conférence pour adopter l'accord international. Des dizaines d'États, dont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Corée du Sud, le Costa Rica, les États-Unis, la France, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Sénégal, la Suède, la Suisse et l'Uruguay ont déjà exprimé leur intention de l'approuver.

Après la conférence, Humanité & Inclusion (HI) et ses partenaires poursuivront le dialogue avec les autres États pour les inciter à signer l'accord. Nous suivrons également de près les mesures et les politiques mises en œuvre par les États signataires. Avec l'[Explosive Weapons Monitor](#) que nous avons contribué à créer en 2022, nous surveillerons les politiques et pratiques militaires et nous nous assurerons que les engagements humanitaires sont bien mis en œuvre par les États afin de garantir une meilleure protection des civils contre les armes explosives.

Une victoire pour la société civile

La Conférence de Dublin est un moment historique pour la société civile. Il y a 25 ans, avec l'adoption du Traité d'Ottawa (1997), HI et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL) ont réussi à interdire les mines. Il y a 14 ans, avec l'adoption du

traité d'Oslo (2008), notre organisation et la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) ont obtenu l'interdiction des armes à sous-munitions.

Aujourd'hui, HI et le Réseau international sur les armes explosives (INEW) écrivent une nouvelle fois l'histoire grâce à des améliorations significatives pour la protection des civils dans les conflits armés. Le combat de HI a toujours été de protéger les civils dans les conflits armés. HI - cofondateur du Réseau international sur les armes explosives (INEW) - fait campagne depuis dix ans pour protéger les civils contre les bombardements et les pilonnages.

Cette victoire a été rendue possible par la mobilisation massive du public et la pression exercée sur les gouvernements de pays tels que la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis. La pétition internationale lancée par HI en 2017 a recueilli plus de 500 000 signatures. Le processus diplomatique a été fortement soutenu par une mobilisation parlementaire sans précédent en Europe pour pousser les gouvernements européens à s'engager pour une déclaration politique forte. En mars 2021, **210 parlementaires français et allemands** ont lancé un appel commun à leurs gouvernements pour qu'ils s'engagent dans le processus diplomatique. Cet appel a conduit à une conférence interparlementaire qui s'est tenue en mai 2021 et a abouti à une déclaration commune **signée par 274 parlementaires de 8 pays et du Parlement européen.**

Une utilisation massive des armes explosives

Les conflits armés se déroulent de plus en plus souvent dans des zones peuplées, principalement des villes. L'impact de l'utilisation des armes explosives est dévastateur pour les civils. Selon les données agrégées d'Action on Armed Violence (AOAV) et des Nations unies, **plus de 290 000 civils** ont été tués ou blessés par des armes explosives entre 2011 et 2022.

Lorsque les armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées, 90 % des victimes sont des civils. L'utilisation des armes explosives en zones peuplées engendre systématiquement un ensemble de dommages aux civils : elles tuent et blessent, détruisent les infrastructures vitales telles que les logements, les hôpitaux et les écoles, l'approvisionnement en électricité et en eau et les systèmes d'assainissement, perturbant la fourniture de services essentiels à la population. Elles obligent des millions de familles à fuir leur foyer et laissent derrière elles une contamination par des munitions non explosées, dangereuses pendant des décennies.

À propos d'Humanité & Inclusion

Humanité & Inclusion (anciennement Handicap International) est une organisation de solidarité internationale qui œuvre depuis 40 ans auprès des personnes handicapées et vulnérables confrontées à des situations de pauvreté et d'exclusion, des conflits et des catastrophes. Elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. En 40 ans, Humanité & Inclusion (HI) a agi dans 86 pays et ce sont au total 23 millions de personnes qui ont bénéficié des programmes d'éducation inclusive, de

réadaptation, de réduction de la violence armée et bien plus. Reconnue pour ses actions de plaidoyer, HI est l'une des six organisations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la Paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton 2011. Basée à Montréal et à Ottawa, Humanité & Inclusion Canada fait partie d'un réseau d'associations nationales implantées en Europe et en Amérique du Nord (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) dont le mandat est de mobiliser les ressources, gérer des projets conjoints et faire rayonner les valeurs et actions de l'organisation.

-30-

Source :

Fatou Thiam

Responsable des communications

Humanité & Inclusion Canada

(514) 908-2813, poste 2

f.thiam@hi.org